|  |
| --- |
| **Feuille de route indicative pour le suivi opérationnel de la Déclaration de N'Djamena dans le Bloc Ouest = 79 565 000 €** |
| **Activités** | **Leaders** | **20** | **21** | **22** | Budget estimatif en € | Opportunités de financement | **Commentaires** |
| **Résultat 1 : Un cadre juridique multilatéral clair et spécifique - et des mécanismes de coopération multipartites sont mis en place pour permettre aux organismes chargés de l'application de la loi et aux institutions chargées de la gestion de la faune sauvage d'améliorer la coopération régionale entre les organes intersectoriels nationaux des États concernés par les zones protégées transfrontalières en vue de lutter contre les activités illégales et d'y mettre fin= €9,130,000** |
| * 1. Faciliter/réaliser une étude sur le statut et l'évaluation des accords et/ou protocoles de coopération sur la gestion des aires protégées et la lutte contre le braconnage transfrontalier (l'étude doit être réalisée dans les trois blocs).
 | GIZ - OCFSA, COMIFAC et les pays concernés |  |  |  | 350 000€ | BMZ | Pour les projets mettant en œuvre la conservation de la biodiversité + la lutte contre le braconnage transfrontalier (LAB TF) |
| * 1. Faciliter la coopération transfrontalière et le partage d'informations sur le trafic d'espèces sauvages via la plateforme AFRICA-TWIX (s'applique aux trois blocs).
 | TRAFFIC, COMIFAC pays concernés |  |  |  | 300 000€ |  (GIZ, USFWS, INL, USAID,) |  |
| * 1. Faciliter la signature d'accords bilatéraux entre le Nigeria et le Cameroun pour une coopération transfrontalière en matière de conservation de la biodiversité.
 | WCS, ANI, AWF pays concernés, OCFSA |  |  |  | 80 000€ | EU |  |
| * 1. Développer des accords de coopération transfrontalière entre le Cameroun et le Nigeria (accords-cadres, protocoles spécifiques, protocoles d'accord bilatéraux) sur la lutte contre le braconnage, l'éco-développement et la gestion de la transhumance.
 |
| * 1. Faciliter la révision et la signature de l'accord de Moundou (Cameroun-Tchad) en mettant l'accent sur la mise en œuvre de protocoles techniques bilatéraux (militaires, policiers, judiciaires).
 | IUCN, GIZ, OCFSA pays concernés |  |  |  | 100 000€ | BMZ |  |
| * 1. Une base de données sur le suivi de la grande faune (abattage des éléphants, commerce de l'ivoire) dans les AP du Bloc Ouest est établie et régulièrement mise à jour.
 | WWF, WCS, TRAFFIC |  |  |  | 700 000€ | EU |  |
| * 1. Concevoir et mettre en œuvre un programme national de renforcement des capacités à grande échelle dans les pays concernés, ciblant les services des AP, la police et les secrétaires judiciaires des États concernés, afin de fournir une formation aux techniques de lutte contre les pratiques illégales, y compris des sessions spécifiques de renforcement des capacités sur le respect des droits de l'homme dans les activités de lutte contre le braconnage, qui soient adaptées aux pressions et aux menaces auxquelles sont confrontées les AP.
 | WCS ANI, AWF, WWF, GIZ, pays concernés |  |  |  | 4 500 000€ | EU |  |
| * 1. Développer au moins trois accords de gestion des ressources locales concernant les stratégies transfrontalières de lutte contre le braconnage et faciliter leur mise en œuvre.
 | WWF, GIZ, OCFSA, COMIFAC, FAO pays conernés |  |  |  | 800 000€ | EU: | (Équipement, points de contrôle transfrontaliers, logistique et formation) |
| * 1. Des investissements importants sont réalisés pour la mise en œuvre de protocoles spécifiques pour le LAB et l'éco-développement du BSB de Yamoussa.
 | GIZ, COMIFAC, pays concernés |  |  |  | 1 500 000€ | BMZ | L'accent est mis sur la mise en œuvre de la stratégie tripartite LAB + Plan d'action. |
| * 1. 1.10. Mettre en œuvre trois (03) accords de coopération judiciaire dans les États membres de la CEMAC pour servir de base au cadre régional concernant la coopération interétatique en matière pénale en Afrique centrale afin d'assurer des réponses adéquates aux menaces posées par les crimes transnationaux organisés.
 | GIZ + COMIFAC ECCAS, OCFSA, pays concernés, UNODC |  |  |  | 1 800 000€ | BMZ |  |
| **Résultat 2 : les stratégies de gestion des LAB et TPA sont efficacement mises en œuvre par les gestionnaires de la faune sauvage des zones protégées concernées, conformément aux accords transfrontaliers (produit 11) et aux protocoles spécifiques / accords-cadres (produit 12) = 19 750 000 €.** |
| * 1. Élaborer et mettre en œuvre des plans de gestion et des plans d'affaires pour les aires protégées du bloc occidental, en tenant compte des questions transfrontalières (transhumance, sécurité, etc.).
 | Tous les partenaires et pays concernés |  |  |  | 4 000 000€ | BIOPAMA, EU |  |
| * 1. Développer un système de renseignement, de suivi et de partage d'informations pour les pays de la région afin de lutter contre le braconnage des espèces sauvages dans le bloc occidental.
 |  |  |  | 300 000€ |  | Paysages transfrontaliers, réserves de biosphère et sites du patrimoine mondial du bloc à déterminer par les partenaires. |
| * 1. Faciliter la mise en place et la réhabilitation des infrastructures dans les complexes transfrontaliers, les réserves de biosphère et les sites du patrimoine mondial (routes, bureaux, postes avancés, ponts, pistes d'atterrissage, etc.)
 |  |  |  | 6 000 000€ |  |
| * 1. Organiser des campagnes de sensibilisation et distribuer les accords signés dans d'autres pays.
 |  |  |  | 100 000€ |  |  |
| * 1. Faciliter la concertation au sein d'une plateforme multi-acteurs pour assurer la cohérence entre les projets/programmes et initiatives transfrontalières de lutte contre le braconnage dans le bloc.
 | GIZ, FAO |  |  |  | 500 000€ | BMZ |  |
| * 1. Réaliser des études de faisabilité pour la création du parc national de Tchabal Mbabo avec une démarcation claire de ses limites et pour le financement par le secteur privé des complexes transfrontaliers. Gashaka-Gumti / Faro / Tchabal Mbabo, Yankari, Mbam Djerem)
 | ANI, AWF, FAO pays concernés |  |  |  | 450 000€ |  | Éco-tourisme, REDD+, transformation et vente de NFTP |
| * 1. Développer des réseaux/comités sur le renseignement et la surveillance technologique et communautaire en temps réel des zones entourant les aires protégées dans le bloc ouest.
 | ANI, WCS, AWF, FAO, pays concernés |  |  |  | 200 000€ |  |  |
| * 1. Élaborer et mettre en œuvre des plans d'utilisation des terres qui prévoient des zones de pâturage, des couloirs de migration et d'autres infrastructures pastorales communautaires (marché aux bestiaux, parcs de vaccination, etc.) pour les groupes transhumants dans le cadre des mesures/mécanismes de prévention, de gestion et d'atténuation des conflits.
 | ANI, WCS, AWF, FAO pays concernés |  |  |  | 4 000 000€ | BIOPAMA, EU, BMZ, KFW | Privilégier un système de gestion forestière avec des espèces végétales adaptées aux climats sahéliens pour lutter contre la déforestation d'origine humaine. |
| * 1. Élaborer et mettre en œuvre un plan de gestion transfrontalier et constituer un dossier de demande d'inscription du complexe Gashaka-Gumti/Faro/Tchabal Mbabo au patrimoine mondial de l'UNESCO.
 | ANI + AWF |  |  |  | 100 000€ |  | L'inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO renforcera la gestion transfrontalière de Gashaka Gumti-Faro-Tchabal Mbabo. |
| * 1. Favoriser la création de réserves de biosphère/sites du patrimoine mondial et de zones protégées transfrontalières autour des zones protégées du bloc de l'Ouest (plans de gestion/développement/documents de politique de gestion du paysage avec un accent spécifique sur les zones protégées/stratégie LAB accompagnée d'un plan d'action.
 | UNESCO, GIZ UICN |  |  |  | 500 000€ |  |  |
| * 1. Etablir un bureau de coordination pour le LABT et encourager l'utilisation d'outils de suivi et d'évaluation pour évaluer la gouvernance et l'efficacité de la gestion dans les APT/TBR/SMH du bloc de l'Ouest pour soutenir le LABT.
 | GIZ + IUCN + UNESCO, pays concernés |  |  |  | 800 000€ |  |  |
| * 1. Fournir un soutien graduel pour que les brigades LAB / unités spéciales formées aux techniques LAB robustes soient mises en place, opérationnelles et capables de faire face à tous les niveaux de menaces posées par le braconnage et la transhumance.
 | GIZ, IUCN, UNESCO, pays concernés |  |  |  | 1 300 000€ |  | Les pays sélectionnés devraient devenir autonomes à moyen terme |
| * 1. Soutenir la démarcation et l'établissement des TPAs/TBRs/WHS du bloc de l'ouest.
 | IUCN, UNESCO, pays concernés |  |  |  | 1 500 000€ | IUCN, UNESCO |  |
| Résultat 3 **: Les activités de transhumance sont gérées dans un cadre réglementaire propice à la gestion durable des ressources naturelles concernées et au développement de secteurs économiques formels et équitables pour tous les acteurs (aux niveaux local, national et sous-régional = 19 750 000 €.** |
| * 1. Faciliter un sommet des chefs d'État sur la sécurité, la lutte contre le braconnage, la surveillance de la transhumance et des groupes armés circulant entre le Sahel et l'Afrique équatoriale.
 | GIZ, ECCAS, CILS CEDEAO, OCFSA COMIFAC, FAO |  |  |  | 1 400 000€ |  |  |
| * 1. Développer des incitations à la transhumance et promouvoir un système de comptage des services éco-systémiques fournis par les pays d'accueil par le biais de la fiscalité et de la fiscalité indirecte.
 | GIZ, UNESCO, FAO, IUCN, AWF, WCS |  |  |  | 4 200 000€ |  |  |
| * 1. Collecter des données de base sur la valeur économique et la distribution de la transhumance et évaluer les interventions qui peuvent stimuler la valeur économique du pastoralisme, en tenant compte de la durabilité et de l'équité.
 | ANI, WCS, AWF, FAO, pays concernés  |  |  |  | 150 000€ | BIOPAMA | **Les complexes transfrontaliers (Gashaka-Gumti / Faro / Tchabal Mbabo** |
| * 1. Réhabiliter les corridors, développer et sécuriser les zones de pâturage pour alléger la pression sur les AP ou les zones de conservation prioritaires.
 | ANI, AWF, FAO, pays concernés  |  |  |  | 6 100 000€ |  |
| * 1. Soutenir les efforts visant à promouvoir les mesures susceptibles de générer des ressources pour les comités de développement local
 |  ANI, AWF, FAO, pays concernés |  |  |  | 200 000€ |  |
| * 1. Des études sont menées pour accroître les connaissances sur les ressources naturelles et la transhumance dans son contexte culturel et interculturel, les aspects économiques et de sécurité sont améliorés en vue d'établir un système de suivi participatif (PMS) pour surveiller la dynamique des paysages transfrontaliers et les activités de transhumance au sein du bloc.
 | UNESCO; IUCN; AWF, FAO  |  |  |  | 150 000€ |  | Étude des ressources naturelles, étude sociologique, écologique et culturelle et analyse typologique de la transhumance et des mouvements saisonniers de transhumance. |
| * 1. Fournir un soutien consultatif aux agences d'État concernées pour renforcer l'intelligence et l'alerte précoce parmi les administrations chargées de la foresterie, de l'élevage, de l'agriculture et de l'application de la loi.
 | GIZ, OCFSA, FAO  |  |  |  | 1 350 000€ |  |  |
| * 1. Une gestion participative de l'utilisation spatiale des terres utilisant le modèle de la réserve de biosphère pour sécuriser les couloirs de transhumance afin d'assurer la coexistence pacifique des différents utilisateurs des ressources naturelles est réalisée.
 | UNESCO-IUCN, AWF, FAO  |  |  |  | 1 800 000€ | BIOPAMA, EU | Consultation des acteurs locaux (le concept MAB et le projet TBR Creation) |
| * 1. Identifier les interventions - options pour restaurer les couloirs de transhumance du Bloc Ouest (Route du Soudan - Bassin du Tchad - Niger ; Route du Soudan - Tchad - Cameroun - RCA ; Route du Sud Soudan - RCA - Cameroun - Nigeria)
 |  |  |  | 1 500 000€ |  | Stabiliser la dégradation de la biodiversité, restaurer les espaces pastoraux le long des corridors de transhumance. |
| * 1. Facilitate multi-stakeholder dialogue to promote acceptance and implementation of productive transhumance corridors (a feature of the LTBC multi-stakeholder platform), with a focus on transhumance issues.
 | IUCN; UNESCO, GIZ, FAO  |  |  |  | 1 500 000€ | BIOPAMA, EU |  |
| * 1. Identifier et décrire les coutumes et accords locaux qui régissent les activités de transhumance et faciliter la négociation et la signature d'accords entre les transhumants nomades et les autres principaux utilisateurs de l'espace pour gérer conjointement les espaces villageois le long des corridors de transhumance - réduction ou minimisation des conflits.
 | IUCN, GIZ, AWF, FAO  |  |  |  | 1 400 000€ | BIOPAMA, EU |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| Résultat 4 **: La stratégie de communication pour les aires protégées ciblées est liée à une stratégie régionale concertée de communication qui promeut les aires protégées transfrontalières d'Afrique centrale aux niveaux national et international avec les initiatives mondiales pertinentes = 8 800 000 euros** |
| 4.1. Développer une stratégie de communication globale qui prenne en compte les groupes sociaux vulnérables et défavorisés (femmes, jeunes, migrants, peuples autochtones) | ANI, WCS, AWF, OCFSA GIZ, pays concernés |  |  |  | 2 000 000€ | BMZ, EU | Engager les entreprises de téléphonie mobile, les influenceurs, les artistes et les athlètes de haut niveau dans des activités de sensibilisation. |
| 4.2 Des outils d'information/sensibilisation et de relations publiques sont introduits et opérationnels dans les principales aires protégées. | OFAC |  |  |  | 1 600 000€ |  | Ces trois activités s'appliquent à tous les blocs. Le budget comprend les deux autres blocs  |
| Un système régional de surveillance de l'environnement est opérationnel | OFAC |  |  |  |
| 4.4 Contribuer à la formulation de documents techniques de lobbying pour les initiatives mondiales et le PFBC lui-même. | OFAC, OCFSA |  |  |  |
| 4.5 Assurer une communication régulière et mener des campagnes de sensibilisation auprès des parties prenantes afin de les impliquer dans la prise de décision concernant ou liée à l'utilisation des terres et à la gestion de l'eau. | ANI, WCS, AWF, pay concernés |  |  |  | 1 200 000€ |  | Blocs transfrontaliers du bloc Ouest comprenant Gaska Gumty - Faro - Yankari -Mbam et Djerem |
| 4.6 Organiser des événements dans toute la région pour informer les parties prenantes sur les aspects techniques des accords. | Tous les partenaires, OCFSA, CILS |  |  |  | 1 500 000€ |  |  |
| 47. Intégrer la numérisation dans toutes les interventions du bloc. | GIZ |  |  |  | 2 500 000€ | BMZ |  |
| Résultat 5 **: Les communautés locales et autochtones vivant dans et autour des zones protégées et autres espaces dégradés améliorent leurs moyens de subsistance en développant des chaînes de valeur de produits agro-pastoraux économiquement et financièrement lucratifs dans les pays concernés (aux niveaux local, national et sous-régional) = 11 385 000 €.** |
| 5.1. Promouvoir l'écodéveloppement à grande échelle en tenant compte des connaissances traditionnelles des populations locales et autochtones dans l'ensemble du bloc ouest afin d'améliorer le bien-être des communautés (éducation, cultures, développement socio-économique, sécurité alimentaire et développement de chaînes de valeur). | UNESCO – GIZ- IUCN; ANI; AWF, WCS – FAO  |  |  |  | 4 500 000€ |  | Faire participer les communautés à la protection des ressources naturelles (implication du secteur privé) |
| 5.2. Identifier les terres dégradées qui peuvent être utilisées pour des activités agro-pastorales et les réhabiliter. | GIZ-IUCN-FAO |  |  |  | 5 000 000€ |  | Mise en œuvre du Défi de Bonn et de l'AFR100 |
| 5.3. Promouvoir l'approche "One Health" adaptée au contexte et aux besoins des pays du bloc de l'Ouest. | GIZ-IUCN- FAO |  |  |  | 1 700 000€ |  |  |
| 5.4. Améliorer la gouvernance des conflits entre l'homme et la faune sauvage autour et en dehors des zones protégées en Afrique centrale en révisant les outils et approches existants et en promouvant une gestion inclusive, adaptative et participative des conflits. | FAO |  |  |  | 185 000€ |  | Ce projet pilote vise trois pays (Cameroun, RDC, Gabon). Les données, les outils innovants et les résultats du projet seront étendus à un projet complet qui sera développé et couvrira 8 pays du Bassin du Congo. |
| Résultat 6 **: boucler la boucle de l'intégration de la consolidation de la paix dans la conservation de la biodiversité et la transhumance transfrontalière = 10 750 000 €.** |
| 6.1. Mener une recherche pour souligner les liens entre les zones protégées, la transhumance transfrontalière et la paix/les conflits afin de concevoir un cadre et des lignes directrices pour la composante de consolidation de la paix qui figurera dans les programmes d'investissement nationaux pour le bloc Ouest. | Peace Nexus, COMIFAC, GIZ  CEDEAO/CILSS |  |  |  | 50 000€ |  | De nombreuses aires protégées sont impliquées dans des conflits militaires et des troubles civils en cours, car elles servent de bases pour les combattants ou de camps de réfugiés dans des situations post-conflit. |
| **6.2.** Soutenir les gouvernements et les décideurs : (membres d'organes directeurs locaux, régionaux, nationaux et internationaux) pour formuler et mettre en œuvre des politiques relatives aux conflits et à la consolidation de la paix associés aux zones protégées. | GIZ, pays concernés  |  |  |  | 750 000€ |  | La (mauvaise) gestion du Pas par les groupes armés, qui peut devenir à la fois une cause et un symptôme d'insécurité. |
| **6.3.** Aider les pays du bloc de l'Ouest, les agences de maintien de la paix des Nations unies, les organisations de consolidation de la paix et les agences de développement à déterminer la meilleure façon d'utiliser les accords nationaux et régionaux existants sur la paix et les conflits entre pays dans leurs zones d'opérations. | GIZ, pays concernés |  |  |  | 1 000 000€ |  | Il est primordial de s'appuyer sur les programmes/politiques de la CEEAC, de la CEDEAO et de l'UA et sur les accords entre les pays membres. |
| **6.3.** Promouvoir des approches non armées ou "douces" de la prévention, de la gestion et de la résolution des conflits, afin de mettre fin à la guerre et de construire des sociétés justes et durables qui résolvent les conflits de manière non violente, par le biais de l'éducation et de la formation à l'analyse et à la médiation des conflits, de l'envoi d'observateurs civils de la paix dans les zones de conflit, de la conception de programmes de reconstruction et de développement tenant compte des conflits et de l'organisation de négociations informelles entre communautés ou gouvernements. | Peace Nexus, AWF |  |  |  | 3 000 000€ | PeaceNexus, EU, BMZ | Les acteurs sont des groupes de la société civile, des ONG, des départements des agences d'aide bilatérale, des agences des Nations Unies et des organisations régionales. |
| **6.4.** Promouvoir le multiculturalisme et les connaissances traditionnelles comme des outils de rétablissement de la paix, afin de résoudre et de parvenir à une résolution politique des conflits ethniques existants, des conflits entre agriculteurs et transhumants et des conflits liés à la sécurité. | PeaceNexus, AWF |  |  |  | 500 000€ | PeaceNexus, EU, BMZ | Des politiques de soutien qui contribuent aux objectifs de conservation et de consolidation de la paix |
| **6.5.** Promouvoir le rétablissement de la paix dans le domaine de l'environnement (parcs de paix transfrontaliers) afin de s'assurer que la coopération environnementale a des retombées positives sur la paix. | GIZ, PA et pays concernés  |  |  |  | 3 000 000€ |  |  |
| **6.7** Renforcer les capacités des gestionnaires et du personnel des aires protégées en matière d'analyse des conflits, y compris le système d'alerte précoce, et les aider à gérer et à résoudre les conflits. | AWF, Garoua,  |  |  |  | 250 000€ | PeaceNexus, EU, BMZ | Cette activité doit être étendue à tous les PA du bloc situés dans les zones de conflit. |
| **6.8.** Promouvoir les évaluations d'impact sur la paix et les conflits (PCIA) des aires protégées situées dans des zones de conflit et l'intégration d'une composante de sensibilité aux conflits dans les plans de conception et de gestion des aires protégées afin d'alimenter les programmes de reconstruction post-conflit et de consolidation de la paix pour les aires protégées situées dans des zones de conflit. | PeaceNexus, tous les partenaires |  |  |  | 200 000€ | PeaceNexus, BMZ, EU | Soutenir les gestionnaires d'AP pour qu'ils désignent les activités qui contribuent à minimiser les risques de conflit et à maximiser les opportunités de consolidation de la paix. |
| **6.9**. Garantir une assistance financière et technique aux aires protégées en période de troubles sociaux et de conflits. | Tous les bailleurs de fonds |  |  |  | 2 000 000€ |  |  |

*N.B. : Le bloc Ouest compte le plus grand nombre d'aires protégées (20) et de réserves de biosphère (6), plus que les deux autres blocs, ainsi qu'une dizaine de partenaires déjà actifs dans différents sites. Il serait souhaitable de mettre en place une structure pour coordonner les interventions des partenaires dans ce bloc et s'assurer que les activités sont mises en œuvre en collaboration avec les partenaires dans des domaines d'intervention spécifiques. Le budget total estimé est de : 79 565 000 €.*

Bloc Ouest - centré autour du lac Tchad et comprenant le Cameroun, le Niger, le Nigeria, la RCA et le Tchad :

Leader du Bloc Ouest : GIZ BSB Yamoussa ; Co-leaders : WCS ; AWF ; UNESCO ; UICN ; TRAFFIC ; Africa Nature Investors (ANI) ; FAO ; WWF ; OCFSA ; COMIFAC ; ECCAS ; IGAD.

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………….

**Le Bloc Ouest est subdivisé en paysages transfrontaliers, comprenant : La zone du bassin du lac Tchad et les pays suivants : Cameroun, Niger, Nigeria, RCA et Tchad**

**Leader du Bloc Ouest : GIZ BSB Yamoussa ; Co-leaders : WCS ; AWF ; UNESCO ; IUCN ; TRAFIC ; ANI ; FAO ; WWF ; OCFSA ; COMIFAC ; ECCAS ; IGAD.**